

INVITE 24H, LUNDI 20 OCTOBRE 2003

PRESIDENT DE LA FAE, JULIEN EGGENBERGER

« Que l'Etat assume son devoir de garant de l'égalité des chances et augmente les moyens pour les bourses ! »

Non à un numerus clausus social !

Les intentions de la Confédération au sujet des bourses d'études dans le cadre de la nouvelle péréquation fédérale laissent perplexes. Face à la volonté de placer la formation sur la liste des priorités nationales, il est prévu de supprimer une partie des subsides destinés aux bourses ! Cette décision est aussi également en porte-à-faux avec le projet annoncé d'instaurer à l'horizon 2008 un système national de bourses et laisse craindre que la démocratisation de l'accès aux études ne soit en péril.

Le droit à un accès à la formation pour toute personne, indépendamment de sa situation, ne peut être garanti que par un système de bourses d'études dont le but soit de rendre possible l'égalité des chances. L'Etat doit concrétiser le droit à la formation et cela nécessite de compenser les inégalités sociales afin que les difficultés financières ne soient pas un frein. Il a été observé qu'en quarante ans, la part des étudiants les plus défavorisés s'est effondrée dans la population estudiantine totale, tandis que celle des plus aisés a augmenté. Les statistiques vaudoises montrent qu'une personne dont le père a une formation universitaire a dix fois plus de chance d'accéder à l'université qu'une personne dont le père a une formation de degré secondaire (apprentissage ou gymnase).

Nous nous opposons au financement par des prêts puisque ceux-ci ne font que perpétuer les inégalités sociales. En effet, ils compromettent la qualité et le libre choix des études en forçant l'étudiant à faire les études les plus courtes et les plus rentables possible. D'autre part, les étudiants issus de familles à faible revenu peuvent se voir refuser l'accès à une institution que tous contribuent à financer par leurs impôts. Les prêts annulent l'effet redistributif des impôts, vu que seul les familles « pauvres » sont touchées. La formation étant financée par tous et toutes, elle doit aussi être ouverte à toutes et à tous.

Les besoins réels et individuels des requérants doivent déterminer le montant alloué et non pas un barème rigide comme c'est le cas actuellement. Il nous paraît particulièrement anormal que le niveau des bourses soit

systematiquement inférieur aux minimas de l'aide sociale. À ce sujet, la loi actuelle n'est pas appliquée puisque, plus d'une centaine de fois, le Tribunal administratif a cassé des décisions de l'Office Cantonal des Bourses d'Etude. La prochaine révision de la Loi sur l'aide aux études ne doit pas aboutir à une dégradation du système des bourses, mais à son amélioration dans le cadre d'une véritable Loi sur les bourses. L'Etat doit d'assumer son devoir de garant de l'égalité des chances et les moyens pour l'aide à la formation doivent être augmentés pour que la loi soit enfin respectée.

Nous ne pouvons, non plus, accepter que les bourses soient attribuées au mérite puisqu'elles sont un instrument de cohésion sociale. Un étudiant répondant aux conditions académiques d'accès à l'Université doit se voir attribuer une bourse en fonction de critères sociaux uniquement. Il n'est pas acceptable de lier le montant des bourses aux résultats. D'autre part, les bourses doivent être assurées jusqu'à la fin normale des études malgré l'allongement de leur durée prévu par la Déclaration de Bologne.

Pour remplir sa tâche, le canton doit investir plus de moyens. Même dans un climat de morosité économique, les restrictions budgétaires ne doivent pas toucher à la formation, celle-ci étant un investissement à long terme. La réduction du budget dédié au soutien aux études signifie que l'Etat ne reconnaît plus l'apport que présente la formation pour le futur.

Nous lançons donc à l'occasion de cette rentrée, avec nos voisins de l'EPFL, une vaste campagne dont le but est de garantir l'accès aux études pour toutes et tous. Une pétition intitulée « Pour des bourses d'étude équitables ! » nous permettra de rallier toutes celles et tous ceux qui sont convaincus que la démocratisation des études est un combat pour l'avenir qu'il faut gagner maintenant !